

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

26^{ème} année - N°5056 - Jeudi 05 Février 2026 - Prix : 200 Fc

CAISSE DE RETRAITE :

80 millions KMF envolés, un ancien comptable au cœur du scandale



Caisse de retraite des Comores.

Pendant trois ans, entre 2023 et 2025, une fraude sociale estimée à près de 80 millions de francs comoriens a été opérée au sein de la Caisse de retraite. En cause : des manipulations de dossiers de pensions, des versements indus vers une vingtaine de comptes bancaires et un ancien chef du service comptabilité, aujourd'hui suspecté. L'affaire, révélée à la suite d'un contrôle interne, est désormais entre les mains de la justice.

Pprès de 80 millions de francs comoriens. C'est le montant du préjudice estimé dans une affaire de fraude sociale qui secoue la Caisse de retraite et fragilise la confiance des retraités. Au centre du dossier : SH, ancien chef du service comptabilité, soupçonné d'avoir profité de sa position stratégique pour manipuler les montants de pensions versés. Selon les premiers éléments de l'enquête interne, des fonds

auraient été envoyés de manière répétée vers environ 19 comptes bancaires, sans justification claire ni correspondance avec les dossiers d'archives.

Les anomalies ont été détectées lors d'un contrôle de routine, en décembre dernier. Des écarts flagrants apparaissent alors entre les montants théoriquement dus et les sommes réellement versées. « Une personne qui devait percevoir 25 000 francs recevait parfois jusqu'à 150 000 francs », révèle Athoumani Abdou, agent comptable de la Caisse de retraite. D'autres cas concernent des pensions maintenues après le décès du bénéficiaire, la fraude n'étant découverte qu'au moment de l'ouverture d'un dossier de pension de veuve. « Tant que nous n'avons pas l'acte de décès, le paiement continue. C'est à ce moment-là que nous réalisons qu'il y a eu fraude », explique notre source.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iraledjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m2 - 49€/m2

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m2 - 60€/m2

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> 1.200m2 - 49€/m2 / -> 2.492m2 - 49€/m2

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m2 - 49€/m2

Contact whatsapp : +269 333 21 02

16 Chaanban 1447
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Février 2026

Lever du soleil:

06h 02mn

Coucher du soleil:

18h 39mn

Fadjr : **04h 50mn**

Dhouhr : **12h 24mn**

Ansr : **15h 54mn**

Maghrib : **18h 42mn**

Incha : **19h 56mn**



VIOLENCE SEXUELLE :

243 cas enregistrés à Mohéli en 2025

Les chiffres sont préoccupants. À Mohéli, les cas de violences sexuelles dénoncés ont connu une hausse significative entre 2024 et 2025, passant d'un peu plus d'une centaine à 243 cas enregistrés. Une évolution qui pourrait traduire non seulement une réalité persistante, mais aussi une meilleure prise en compte de la parole des victimes et une sensibilisation accrue autour de ces problématiques.

Cette augmentation ne signifie pas nécessairement que la violence est en hausse, mais plutôt que les victimes sont désormais plus enclines à dénoncer les faits. Les autorités et les acteurs sociaux poursuivent leurs efforts pour renforcer la protection, l'accompagnement et l'orientation des personnes concernées. Selon la

directrice régionale de la Promotion du genre à Mohéli, Mme Nasra Boinariziki, plusieurs initiatives locales ont été mises en place avec l'appui des partenaires afin de lutter contre ce phénomène. « Des comités d'éveil et d'alerte ont été créés dans les communes, avec la participation active des communautés », explique-t-elle. Elle précise également que « 60 clubs d'adolescents ont été mis en place pour sensibiliser les jeunes à la prévention de la violence. Quatre clubs de jeunes offrent des espaces d'échange et de soutien, tandis que quatre clubs de mères accompagnent les femmes dans leur rôle de prévention et de protection ».

La direction régionale souligne par ailleurs que les violences sexuelles prennent diverses formes : agressions sexuelles, mariages précoces, viols, mais aussi violences



économiques. « L'abandon des enfants après un divorce est fréquent. De nombreux pères cessent d'assumer leurs responsabilités financières, ce qui fragilise davantage les foyers », indique Mme Boinariziki. La responsable insiste aussi sur les obstacles culturels qui

freinent la dénonciation. « Malheureusement, la honte et le déshonneur restent des barrières majeures. Certaines familles, notamment nombreuses, refusent encore de signaler les violences malgré les efforts de sensibilisation », déplore-t-elle. Pour elle, il est

urgent de « briser le tabou et de créer un environnement de confiance et de solidarité ». « Il faut encourager les victimes à parler, à dénoncer les faits et à demander de l'aide », ajoute-t-elle.

L'objectif de la direction régionale de la Promotion du genre à Mohéli est de bâtir un cadre sûr et protecteur pour tous, dans lequel les droits fondamentaux sont respectés. « Ensemble, nous pouvons faire la différence. Nous allons continuer à travailler pour changer les mentalités et faire comprendre que la violence n'est pas une honte, mais un crime qui doit être puni. Nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts afin de créer un environnement sûr et protecteur pour tous », a-t-elle conclu.

El-Aniou Fatima (stagiaire)

MPOX :

Le gouvernement lance un appel à la mobilisation générale

Ce mardi 3 février, le palais du peuple a abrité une cérémonie de sensibilisation dans le cadre de la riposte contre la mpx, en présence des représentants du muftorat, de certains maires et préfets, du ministre de la santé, ainsi que du gouverneur de l'île de Ngazidja. L'objectif était de les mobiliser afin de lutter contre cette maladie, convaincus que chacun a un rôle essentiel à jouer dans la protection de la santé de la communauté.

Lors de cet événement, le ministre de la santé, Ahamadi Sidi Nahouda, a souligné dans son allocution, l'importance de la collaboration de tous pour contrer l'épidémie. « La protec-

tion de la santé est une mission commune, cette lutte est l'affaire de tous », a-t-il déclaré. Il a insisté sur le rôle crucial de ces influenceurs et des communautés de base dans la prévention et la détection précoce de la maladie. « Vous êtes le premier maillon de la gouvernance de proximité, votre rôle est déterminant dans la prévention, la sensibilisation, la détection précoce dans le cadre de processus », a ajouté le ministre. Il a lancé un appel à la vigilance et au dépistage, affirmant que « la mpx n'est pas une fatalité, mais c'est une réalité ».

Outre, les participants à la cérémonie ont été invités à intensifier les actions de sensibilisation dans leurs localités et à lutter contre la stigma-

tisation des personnes infectées. Le ministre a également appelé ces « leaders communautaires et religieux

» à user de leur influence pour transmettre des messages de prévention, de solidarité et de responsabilité col-



lective. La mise en garde contre les fausses informations et les rumeurs qui circulent habituellement sur les réseaux sociaux a été abordée, invitant les populations à se fier uniquement aux communiqués et canaux officiels du ministère de la Santé et des autorités sanitaires compétentes.

« Si la peur s'installe, c'est le chaos. Si l'information circule, c'est la victoire », s'est exprimé le ministre Ahamadi Sidi Nahouda. La cérémonie s'est terminée par un appel du ministre de la santé à la population de Ngazidja à rester calme, vigilante et à respecter strictement les mesures préventives pour lutter contre la mpx.

Hamdi Abdillahi Rahilie

AGRICULTURE :

L'Association Développons-Nous promeut la sécurité alimentaire



L'association "Développons-Nous" (AND) a remis ce mercredi 04 février des attestations aux bénéficiaires de la formation sur la sécurité alimentaire de l'assiette comorienne. Cette formation rentre dans le cadre de la professionnalisation des groupements et des

communautés de l'écosystème agricole et agro-alimentaire.

La cérémonie de remise a réuni Hadidja Salim Abdourazak, présidente de l'association AND, Samuel Pasquier, conseiller de l'action culturelle,

Aurélien Bertrand, chargée de suivi des projets du SCAC, et les bénéficiaires. L'atelier portait sur le bilan des formations de la période de 15 mois d'étude technique sur le renforcement agricole, la transformation et la conservation des produits agricoles. Les bénéficiaires ont acquis des compétences pour améliorer la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles locaux. L'Ambassade de France a fourni des équipements et des formations pour soutenir les agriculteurs locaux. En 15 mois, ladite association a atteint 24 villages, 40 agriculteurs formés et 66 bénéficiaires d'équipements de renforcement agricoles et en transformation agricole.

Dans son discours, le conseiller de l'action culturelle Samuel Pasquier a déclaré que « l'impact de

l'association est déjà visible, avec des résultats concrets sur la santé des jeunes et l'économie locale ». Il poursuit : « L'association AND travaille en collaboration avec l'INRAPE pour assurer la qualité et la sécurité des produits alimentaires comoriens. La qualité des produits agricoles locaux s'est améliorée, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire aux Comores. Les bénéficiaires ont signalé une amélioration de leur production et de leurs revenus. Pour sa part, la présidente de l'association AND, Hadidja Salim Abdourazak a souligné que « l'avenir de l'agriculture comorienne est prometteur, et cet atelier en est une preuve concrète des formations qui ont duré une année dans 24 villages. »

La remise des attestations de mérite aux bénéficiaires des forma-

tions agricoles a couronné cet événement, reconnaissant leur engagement et leur travail acharné. L'association AND continue de travailler pour renforcer les capacités des agriculteurs locaux et promouvoir une agriculture durable et résiliente. « Je suis ravie d'avoir pu acquérir les compétences pour conserver mes légumes et fruits, ça va vraiment améliorer ma vie quotidienne », Faouzia M'madi bénéficiaire sur la transformation agricole. Hassani Soilihi, président d'une association d'agriculteurs a expliqué qu'il « est satisfait des résultats et demande plus de soutien pour continuer à développer l'agriculture locale. »

El-Aniou Fatima

CAISSE DE RETRAITE :

80 millions KMF envolés, un ancien comptable au cœur du scandale

Contrairement à une augmentation brutale, les montants auraient été modifiés de façon progressive, presque imperceptible. Le système de paiement des pensions repose sur une mécanique complexe : prise en compte des paiements du mois précédent, nouveaux bénéficiaires, décès, changements de banques, situations de cumul ou ayants droit devenus majeurs. « Une fois tous ces éléments assemblés, l'agent respon-

sable devait porter les corrections dans le système. C'est là que les artifices ont été introduits », précise l'ancien comptable.

Lorsque les soupçons commencent à se préciser, le principal agent mis en cause cesse soudainement de se présenter à son poste. Originaire de Mwembwadjou ya Mitsamiouli, il disparaît avant la finalisation des vérifications internes. Pour la Caisse, la responsabilité est partagée. « Les

personnes qui ont vu leur pension augmenter sans raison et qui ne sont jamais venues poser de questions ne peuvent pas ignorer ce qui se passait », estime Athoumani Abdou.

Désireuse de recouvrer les sommes détournées, la Caisse saisit les banques concernées. Mais celles-ci opposent le secret professionnel, exigeant une réquisition judiciaire. Une plainte est alors déposée afin d'identifier les bénéficiaires et établir les

responsabilités pénales. Si certains dossiers sont clairement documentés, d'autres restent introuvables, compliquant le travail des enquêteurs.

Au-delà du préjudice financier, l'affaire porte un coup sévère à l'image de la Caisse. « Nous nous battons pour payer régulièrement les retraités et garantir l'accès à leurs droits. Cette fraude a sapé la confiance, alors que la sécurité sociale repo-

se sur la crédibilité de l'institution », regrette l'agent comptable. L'enquête judiciaire est en cours. Les autorités cherchent désormais à localiser l'ensemble des bénéficiaires indus, certains ayant quitté le territoire, notamment vers Mayotte, afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire qui mêle chiffres, silences et responsabilités.

Mohamed Ali Nasra

PORT DE BANGOMA :

La première explosion de la carrière prévue aujourd'hui

Le projet d'inter-connectivité maritime des Comores (PICMC) franchit une nouvelle étape décisive avec le lancement imminent de l'exploitation de la carrière destinée à la construction du port de Bangoma, à Mohéli. À l'approche de la première explosion par mine, prévue ce jeudi 5 février, les responsables du projet ont rencontré, ce mardi 3 février, les habitants de Domoni afin de les sensibiliser aux mesures de sécurité mises en place.

Le compte à rebours est lancé pour la deuxième phase des travaux du port de Bangoma. Ce mardi 3 février, l'équipe du Projet d'inter-connectivité maritime des Comores (PICMC) a tenu une réunion d'information et de sensibilisation avec les habitants du village de Domoni, site retenu pour l'exploitation de la carrière fournissant une grande partie des

matériaux nécessaires au chantier portuaire. Cette rencontre s'est déroulée en présence des représentants du gouvernement de Mwali, de l'entreprise chargée des travaux, Arab Contractors, ainsi que de membres de la population locale. L'objectif était clair : expliquer le déroulement de l'exploitation de la carrière, notamment les opérations d'explosion par mine, et rassurer les riverains quant aux dispositifs de sécurité.

Coordinateur du projet, Mohamed Madi Ahamada a rappelé les grandes étapes du PICMC. « Il y a plusieurs mois, nous avons expliqué que le projet se déroulerait en deux phases majeures. La première concernait l'installation du chantier. Aujourd'hui, nous entamons la deuxième phase, celle de l'exploitation de la carrière », a-t-il précisé. Selon lui, cette réunion visait avant tout à informer la population sur les risques potentiels et la manière dont

les travaux seront conduits. « Il y aura des déplacements temporaires de la population. Nous avons échangé de manière ouverte et responsable, et nous estimons que les habitants ont bien compris les enjeux », a-t-il ajouté.

Une phase de simulation est également prévue ce mercredi 4 février afin de tester les modalités de déplacement et de protection des habitants. « Nous allons simuler les déplacements vers des zones sécurisées pour nous assurer qu'il n'y aura aucun problème, inch'Allah », a indiqué le coordinateur. De son côté, Idiyamine Hamdane, habitant de Domoni et membre du comité de sensibilisation et de vigilance mis en place à cette occasion, s'est voulu rassurant. « Cette réunion concernait le démarrage de la deuxième phase des travaux et surtout l'explosion prévue ce jeudi 5 février. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour garantir la sécu-



Port de Bangoma.

rité de la population », a-t-il affirmé.

Concrètement, les habitants seront déplacés vers un autre site sécurisé pour une durée comprise entre 1h30 et 2 heures, avant de regagner leurs domiciles. Cette procédure sera répétée à chaque opération d'explosion durant toute la période d'exploitation de la carrière. Un dispositif de sécurité renforcé sera déployé, avec la présence de la COSEP, d'agents de santé et des

autorités locales. Le comité de vigilance aura pour mission de recenser les personnes vulnérables, qui bénéficieront d'une prise en charge spécifique. Une logistique de transport sera également mise à disposition pour faciliter les déplacements. Une organisation que les habitants de Domoni disent accueillir avec satisfaction, tout en restant attentifs au bon déroulement des opérations.

Riwad

MPOX :

L'OMS intensifie son appui au ministère de la santé

Comme partenaire technique, l'organisation mondiale de la santé collabore étroitement avec les autorités sanitaires locales pour coordonner la riposte contre la variole simienne, confirmée aux Comores depuis le 23 janvier dernier. Dans cette optique, un premier lot d'équipements de laboratoire et de matériels médicaux a été reçu au ministère de la Santé. Ces efforts conjoints visent à prévenir la contagion de la maladie et à protéger la population.

Le ministère de la santé a réceptionné, ce mardi 3 février, un lot de matériel de laboratoire offert par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), visant à renforcer la lutte contre la Mpox qui frappe actuellement les Comores. Ce don confirme l'engagement de l'OMS à soutenir le pays dans cette bataille sanitaire. Une livraison faisant suite à la promesse faite notamment par l'organisation onusienne lors de la réunion sur le plan de contingence nationale contre l'épidémie de la variole du singe, concernant entre autres, la fourniture

de réactifs pour le laboratoire national de santé publique. « L'OMS restera pleinement engagée à vos côtés, non seulement pour fournir une expertise technique, mais aussi pour accompagner et co-construire un système de santé plus résilient, mieux préparé et capable de répondre efficacement aux défis sanitaires actuels et futurs », s'est exprimé la représentante de l'organisation Dr Nkurunziza Triphonie

lors de la remise du don au ministère de la santé.

Ce dernier comprend des kits d'extraction et d'amplification de l'ADN viral pour environ 300 échantillons, des écouvillons, des milieux de transport, une dizaine de lits picots et des boîtes de sécurité destinés aux laboratoires de Moroni, Mohéli puis Anjouan. En effet, les deux laboratoires insulaires recevront également plusieurs

centaines de cassettes GeneXpert avec leurs écouvillons. Du matériel médical a aussi été remis, notamment plus de 300 milieux Cary-Blair, des dispositifs de perfusion et plus de 2 000 tests rapides de choléra. Cette aide de l'OMS est considérée comme un pas significatif dans la lutte contre l'épidémie, sachant que le pays compte sur la solidarité de ses partenaires techniques et financiers pour faire face à cette menace sanitaire.

Par ailleurs, la représentante de l'OMS a annoncé l'arrivée prochaine d'experts internationaux dans le but d'aider à maîtriser sur place la propagation de la maladie. Un soutien qui sera crucial pour renforcer la capacité de réponse à cette épidémie. Les autorités sanitaires ne cessent de renforcer les mesures pour la surveillance et la prophylaxie, notamment en sensibilisant la population par des campagnes d'information sur les risques liés à la Mpox, les modes de transmission et les moyens de prévention. Des agents de santé sont formés en conséquence pour détecter les cas suspects, les prendre en charge et les signaler aux

autorités compétentes, puis également un renforcement des contrôles aux points d'entrée du pays afin de détecter en amont les cas potentiels et prévenir l'introduction de la maladie. Elles suivent de près l'évolution de la situation épidémiologique pour adapter les mesures de prévention et de contrôle.

Le ministre de la santé a salué cet engagement « d'une importance capitale » et s'est dit reconnaissant pour l'appui de ses partenaires techniques et financiers. « Nous apprécions le soutien indéfectible de l'OMS. Ce matériel nous permettra d'améliorer nos capacités de diagnostic précoce et de répondre efficacement à cette menace sur tout le territoire national. Soyez assurés que le gouvernement fera un usage optimal de ce matériel dans le strict respect des objectifs de santé publique afin de protéger nos communautés et contenir efficacement cette épidémie », a souligné le ministre, Ahamadi Sidi Nahouda.

Hamdi Abdillahi Rahilie



CULTURE

Regards croisés entre chantournage et l’art contemporain

Une galerie d'exposition a eu lieu les 2 et 3 février dans un hôtel à Moroni. L'exposition se concentrait sur la combinaison entre chantournage et l'art contemporain. Enfants et adultes ont répondu présent à cet événement artistique. Sous la tutelle de Zainou El Abidine Ali, artiste, plasticien, sculpteur, la cérémonie s'est bien déroulée.

Zainou El Abidine Ali a exposé un travail artistique sur le thème "Regards croisés" entre chantournage et l'art contemporain, les 2 et 3 février derniers. L'artiste a débuté ce travail artistique depuis son enfance et en 2011, il a franchi le cap professionnel. En 2013, il a façonné sa première œuvre d'art. « J'ai commencé à faire de l'art lorsque j'étais petit. En 2011, je suis entré dans le monde professionnel. J'ai passé cinq ans en Égypte, c'est dans ce pays que j'ai appris le chantournage. Je faisais l'école et l'apprentissage du chantournage. En 2013, j'ai réalisé ma première œuvre d'art », se souvient-il. Le chantournage,

c'est combiner la technique traditionnelle (découpage/sculpture du bois) avec des éléments, des concepts ou des styles de l'art contemporain (abstrait, installations, etc.). Au centre de la salle, une table recouverte d'un tissu noir exposait diverses œuvres d'art en bois réalisées par chantournage. On y voyait un portrait en bois découpé avec un cadre rouge au premier plan, plusieurs sculptures et objets décoratifs en bois sculpté et découpé (motifs complexes, formes géométriques). De plus, un modèle de cœur rouge et bleu posé sur une petite table en bois, un chevalet en bois vide au centre.

Sur le mur de la salle de l'exposition, des œuvres d'art présentaient des peintures mixtes qui explorent le thème de la technologie et de la culture africaine. D'autres portraits en noir et blanc des présidents comoriens et de l'Afrique décoraient le mur. À l'est de la salle, une image montrait une main tenant un circuit électronique doré, avec des silhouettes de personnes en vêtements traditionnels africains en arrière-plan. L'effet de lumière sou-

lignait l'interaction entre la technologie moderne et le patrimoine culturel. Une autre œuvre représentait un visage humain dont la moitié est composée de composants électroniques (circuits imprimés, fils, etc.) intégrés dans un paysage désertique. L'arrière-plan montrait des éléments de drapeaux français et américain.

Le plasticien a expliqué qu'il travaille avec du bois et aussi avec des matières de plastique. « Pendant la période de fête de mariage, je sollicite les familles en fête de me fournir les bouteilles d'eau minérales et toutes sortes de plastique. Et je les redonne vie en les transformant en œuvre d'art », a-t-il indiqué. Le sculpteur a avoué que son travail est une thérapie qui l'aide à oublier les difficultés qui l'ont vaincu dans sa vie. « Autrefois, j'avais une galerie sur un terrain familial. Suite à des conflits familiaux, ma galerie fut fermée par ordre judiciaire. Ça été un cauchemar, de voir des années de sacrifices partir en ruine. Jusqu'à présent cela reste un cauchemar. Et peindre me soulage. C'est une thé-



rapie. Quand je tiens mon pinceau, j'oublie tout. Le salon de ma femme est devenu une galerie d'art. Il arrive de me réveiller à 2h du matin et à me mettre à peindre. Mon épouse me comprend et me soutient », a-t-il conclu. Izak Azhare, un garçon de six ans, a assisté à l'exposition. Il a déclaré : « Je suis très content.

J'aime l'image de la main avec des fils électriques. Elle est faite avec du bois et des canettes de boissons. Je m'aimerais bien l'avoir ». Reste à savoir si ses vœux seront exaucés.

El-Aniou Fatima

HABARI ZA UDUNGA :

Honnête et compétent : la quadrature du cercle

Dans les îles de la lune, il a été toujours difficile de suivre le cheminement des hommes et des partis politiques et c’est un doux euphémisme. Il n’est pas rare que dans certaines situations on nage dans l’irrationnel. C’est donc naturellement qu’on en vient à raisonner par l’absurde. L’absurdité vient du fait que sur un tout petit espace, on se retrouve avec moult chefs de partis ou se déclarant tel. Le ridicule ne tuant pas, pourquoi s’en priver !

Et c’est ainsi quand on essaie d’examiner les discours et les actes de notre microcosme politique sous les cocotiers, on ne manque pas de se dire si réellement, ce dernier a une claire conscience de ses comportements et de ses agissements. En définitive, on en arrive à se demander si ce ne sont pas les palabres dans les « bangwés » et la rue, qui dirigent les faits et gestes du microcosme, dans la mesure où on a du mal à comprendre l’irrationalité qui guide nos grands hommes sous les cocotiers.

Nous disons souvent que tout cela demande de renouveler la manière dont nous concevons la politique. En renouvelant notre façon d’aborder les problèmes, cela nous amènera inéluctablement à soulever toutes sortes de questionnements sur cette fuite en avant qui ne dit pas son nom. Le plus important est d’admettre là où nous avons

failli et d’ouvrir le débat à des nouvelles approches qui prennent en compte les réalités du pays et qui valorisent les compétences et l’honnêteté.

On notera que l’ensemble des acteurs présents dans l’arène nationale, chacun à travers le filtre de ses intérêts, contribue finalement à révéler une définition d’une politique qui ne prend en compte que ses intérêts propres au détriment de l’intérêt général. En effet sur une

scène mondialisée, en proie à une concurrence effrénée pour l’accès aux ressources financières, énergétiques et aujourd’hui alimentaires, il n’est pas sûr que ce soit par le morcellement à l’infini du pays que nous allons contribuer à résoudre nos problèmes. Les débats politiques qui doivent éclairer le citoyen de base, ont fait place à un ring où tous les coups sont permis par les réseaux surtout. On oublie que de part et d’autre dans les îles

de la lune, nous serons toujours amenés à nous fréquenter par le jeu des alliances contre-nature, des retournements de veste avec armes et bagages seront opérés.

On a l’impression que les problèmes du pays vont se résoudre par nos palabres et les combats sur les réseaux sociaux à n’en plus finir. Dans un de nos articles, nous évoquions la nécessité d’être honnête et compétent pour mieux servir les îles de la lune. Il semble que pour certains, cela ressemble à la quadrature du cercle. Il est évident que la complexité des questions à résoudre a engendré des dysfonctionnements de part et d’autre de l’échafaudage institutionnel. Il n’en demeure pas moins que les enjeux du moment nécessitent une attention de tous les instants de la part de notre microcosme politique pour que le pays soit le seul centre de nos préoccupations.

Mmagaza

Embassy of the United States



Vacant Position: Political Assistant

U.S. Mission in Madagascar is seeking eligible and qualified applicants for the position of one (1) Political / Economic Assistant position in Comoros.

OPEN TO:

POSITION:

OPENING DATE:

CLOSING DATE:

WORK HOURS:

All Interested Applicants / All sources

Political Assistant, FSN-9

February 3, 2026

February 18, 2026

Full time, 40 hours per week

REQUIREMENTS:

Incumbent will be the point of contact for a range of Embassy-related duties in the Union of the Comoros, a constituent post of Embassy Antananarivo with no permanent physical presence. Incumbent maintains contacts with the government, private sector, and civil society in the Comoros and advises the Embassy of important events and visits on a timely basis. Operating at a distance, incumbent is expected to demonstrate initiative and good judgement. Incumbent is responsible for research, data collection, and organizational tasks to support Post's political, economic development, commercial, and public affairs work in the Union of the Comoros.

EDUCATION:

A university degree in political science, economics, journalism, international relations, or local equivalent is required.

OR

A high School Degree diploma with 3 years of experience in political science, economics, journalism, international relations, or local equivalent is required.

ce, economics, journalism, international relations, or local equivalent is required.

EXPERIENCE:

Two years of professional experience in an office environment, including customer service, communications, and interpersonal relations is required.

LANGUAGE:

English: Good working knowledge; speaking, reading & writing (this may be tested)

Comorian/Shikomori: Fluent; speaking, reading, writing, may include the ability to translate

French: Good working knowledge, speaking, reading & writing.

If you would like to view the complete job announcement and apply, please visit the Embassy's website <https://km.usembassy.gov/> and search our "Job Opportunities".

For assistance with the Seeker Site, please click [here](#) for a video guide.

ALL applicants MUST apply online through the Seeker Site (no paper applications will be accepted). For further information, please contact the Office of Human Resources: Telephone: +261 20 23 480 00 extension 2265.

National ID Card (Proof of Citizenship), Proof of past and current employment (other document), High School Degree or above (other document 2), must be uploaded to the system.

LUTTE :

Revoir les textes avant les élections ?

Dans une invitation signée par le secrétaire générale de la Fédération Comorienne des Luttes Associées, une assemblée générale électorale est convoquée pour le 15 février prochain. « Dans le cadre du respect de notre statut, du règlement intérieur de notre fédération et à la demande du Comité olympique et sportifs des îles Comores (COSIC), je tiens à vous inviter à prendre part à l'assemblée générale électorale de la fédération comorienne de luttes associées, qui se tiendra au siège du comité olympique (COSIC) le dimanche 15/02/2026 ».

Pour mettre fin à la crise qui secoue cette fédération, on aurait tendance à dire, que c'est une bonne chose, que d'aller vers ces élections. Mais pour le bien de ce sport, on conseillerait à toutes les parties impliquées de s'accorder du temps, et d'opter plutôt pour un toilettage des textes, pour permettre à cette discipline qui représente une certaine potentialité d'être aux normes de ce qui se fait en la matière. Plongée dans une crise profonde depuis plus d'une année, le Lutte comorien se retrouve avec deux bureaux exécutifs, qui ne sont malheureusement pas reconnus par l'instance faîtière du sport comorien, le COSIC. Selon le Directeur Technique National du Comité olympique, des élections sont dans les tuyaux pour essayer de mettre fin à la crise qui secoue actuellement la Lutte comorienne.

A moins de deux ans des jeux des îles aux Comores, il ne fait pas bon en effet de continuer dans cette



Ibrahim Mansouri président de la fédération de lutte.

logique de tiraillement, qui risque à terme d'être préjudiciable aux athlètes de cette discipline. Par contre, il serait judicieux d'aller à ces élections sans revoir les textes de cette fédération qui ne sont plus adaptés à la réalité du moment. Contrairement à ce qu'avancé le DTN du COSIC lors de son intervention sur la télévision, notamment sur la convocation d'une assemblée électorale. Selon lui, la convocation du collège électoral reste un domaine privilégié du président. Malheureusement ce passage, n'apparaît nulle part dans les textes actuels qui régissent la Lutte comorienne. La seule fois, où le rôle du comité exécutif est mentionné, c'est par rapport à l'éventuel changement des statuts, « Les statuts ne peuvent être modifiés par l'assemblée générale que sur proposition du bureau exécutif ou

du quart des membres de l'assemblée générale ». S'agissant de l'élection du comité exécutif, nulle mention n'a été faite, ni sur les modalités de l'élection, ni sur la convocation, et non plus sur qui pourrait être ou non candidat. Les articles 13, 14, et 15 qui abordent le sujet de l'élection s'attardent tout simplement sur des questions de durée de mandat, de limite d'âge, de délais de dépôt de candidature, ou encore de l'obligation de présence du ministère et COSIC lors de l'élection. Pour voir apparaître le président il faut aller aux 10 « Le bureau exécutif se réunit au moins deux fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué par le président ou au moins un quart de ses membres », et 11 « Le président du bureau exécutif est aussi le président de la Fédération Comorienne

de LUTTE. Il représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile En cas d'empêchement du président, le bureau exécutif désigne son remplacement. » Des rôles qu'il faut ainsi dire qui ne sont que d'ordre protocolaire. La nécessité de revoir les textes, au-delà des sensibilités des uns et des autres, serait l'occasion de réunir toute la famille de la Lutte comorienne pour faire un travail de prospection pour sortir un texte qui serait adapté à la réalité de la United World Wrestling (UWW), l'instance qui gère la Lutte mondiale. Dans cette approche, le ministère en charge des sports doit pleinement jouer son rôle de facilitateur en réunissant toutes les parties, pour une sortie rapide de la crise.

Imtiyaz

La Gazette des Comores

Fondateur et Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédactrice en chef

Andjouza Abouheir

Secrétaire de rédaction

Toufè Maecha

Rédaction

Mohamed Youssouf

Sanaa Chouzour

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

A Bardraoui

Mohamed Ali Nasra

Stagiaires

Abdillahi Hamdi Rahilie

El-Aniou Fatima

Aticki Ahmed Ismael

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

ASCOBEF
ASSOCIATION COMORIENNE
POUR LE BIEN-ETRE
DE LA FAMILLE

UNION DES COMORES
Moroni / Coulée de lave
B.P 524 – Tél (269) 2862 – (296) 334 34 07
Email : secretariat@ascobef.org

IPPF
FEDERATION INTERNATIONALE
POUR LA PLANIFICATION
FAMILIALE

AVIS DE RECRUTEMENT
CHARGE DES PROGRAMMES JEUNES DE L'ANTENNE DE NGAZIDJA

Conduite de la gestion de l'antenne
Le poste de superviseur de l'antenne de Ngazidja joue un rôle central dans la mise en œuvre du programme d'action de l'ASCOBEF à Ngazidja. Il est le lien nécessaire et permanent d'interconnaissance entre le terrain au niveau de l'île et le secrétariat exécutif. Ce poste est le rouage central qui va assurer d'une part la qualité des interventions au niveau de l'île (connaissance, analyse, remontée d'information, mise en place du renforcement des capacités) et les interventions communautaires.

Lieu d'affectation : Centre d'Information et d'Education des Jeunes de Moroni

Responsabilités et missions du poste
Sous la supervision du Directeur Exécutif, le ou la titulaire de ce poste est responsable de la gestion de l'organisation, la coordination, de la planification et la supervision de toutes les activités des projets jeunes mises en œuvre par le Centre d'Information et d'Animation des Jeunes de Moroni.

* Il/elle élabore des plans d'action et d'activités périodiques conformément aux objectifs de l'ONG et anime en collaboration avec les jeunes du Mouvement Action Jeune (MAJ), les activités de communication pour le changement de comportement en matière de SR, notamment les causeries éducatives, les tables rondes, les campagnes de sensibilisation à l'intérieur et à l'extérieur du Centre d'Education des Jeunes.

* Il/elle développe et maintient le partenariat avec les organisations de jeunes des Districts de Santé.

* Il/elle assure l'encadrement et l'accompagnement psychosocial des adolescents/jeunes sur les questions liées à la SR.

* Il/elle documente les réalisations de la structure à travers la

soumission des rapports périodiques (mensuels, trimestriels, semestriels et annuels), y compris les rapports sur les données d'activités.

* Il/Elle participe aux activités de mobilisations de ressources avec la direction exécutive (élaboration de projet, ...).

* Il/Elle assure la gestion financière sous la supervision du RAF de l'ASCOBEF.

* Il/elle assure la référence et la contre-référence des jeunes au niveau de la clinique ASCOBEF Moroni et ses partenaires.

* Il/elle assure la formation continue des jeunes et des leaders des groupes organisés identifiés sur les questions de Santé de la Reproduction des Adolescents et collabore avec les organisations de jeunes sollicitant les services de l'ASCOBEF.

* Il/elle contribue à l'élaboration des supports éducatifs destinés aux adolescents/jeunes et gère rationnellement les ressources matérielles et financières mises à sa disposition conformément aux objectifs de l'ASCOBEF.

* Il/elle protège le patrimoine du Centre des Jeunes et veille à son maintien en bon état, notamment en ce qui concerne le matériel informatique, la documentation affectée à la structure, le matériel ludique, le matériel didactique et les contraceptifs.

* Il/elle anime le centre à travers la création des activités attractives

* Il/elle assure l'enregistrement quotidien des données et rédige des rapports mensuels et trimestriels

* Il/elle rédige les posts pour les réseaux sociaux et articles (site web, YouTube, Facebook et Twitter) sous la supervision du responsable de la communication au niveau du secrétariat exécutif.

Rattachement

Le superviseur travaillera sous la hiérarchie du directeur exécutif. Sur le plan opérationnel, il sera supervisé par le RAF en ce qui concerne les aspects financiers et administratifs, et en ce qui concerne les aspects programmatiques et suivi-évaluation, il collaborera avec l'assistant au programme.

Le poste est à plein temps, avec un contrat d'une durée déterminée de deux ans renouvelables et une période probatoire de 6 mois.

Profil

* Etre titulaire au minimum d'un BAC + 3 dans l'un des domaines ci-après : Santé, Communication et Sciences sociales

* Avoir une bonne connaissance de l'utilisation des logiciels tels que Word, Excel, PowerPoint et un logiciel de gestion de données,

* Avoir une bonne perception des défis posés par la Santé de la Reproduction des Adolescents au Comores.

* Avoir une expérience de Pair Educateur d'au moins 03 ans avec l'ASCOBEF ou toute autre ONG de Santé.

* Avoir une bonne expérience d'un poste similaire,

* Connaissance en gestion des données

* Connaissance en anglais serait un atout

* Connaissance en gestion financière et administrative

* Connaissance en gestion de projet

* Une bonne connaissance de la l'ASCOBEF serait un atout.

Qualités Requises

* Capable de travailler sous pression.

* Capacité à rédiger des rapports de bonne qualité.

* Etre dynamique et avoir le sens du contact

* Avoir une grande expérience en intervention communautaire

* Avoir le sens d'anticipation et de créativité

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

* Demande manuscrite adressée au Directeur Exécutif de l'ASCOBEF

* Photocopie des Diplômes et Attestations.

* Photocopie de certificat de travail, pour le dernier poste occupé

* Photocopie d'une pièce d'identité et une photo d'identité

*Curriculum Vitae actualisé

*Un casier judiciaire

Soumission des candidatures

Les candidatures peuvent être envoyées :

* Par porteur, à l'adresse suivante sous pli fermé :
Clinique l'ASCOBEF
Avenue de l'ambassade de Chine- Rond-point Coulée Moroni
Avec la mention : CHARGE DES PROGRAMMES JEUNES DE L'ANTENNE DE NGAZIDJA

* Postuler par mail, à l'adresse suivante : secretariat@ascobef.org
Avec comme objet : CHARGE DES PROGRAMMES JEUNES DE L'ANTENNE DE NGAZIDJA

Date limite de dépôt des candidatures, au plus tard le **vendredi 06 mars 2026 à 12h00,**

Les candidatures féminines sont encouragées.



MISSION RESIDENTE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

AVIS DE RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Lieu d'affectation : Moroni, Union des Comores.

Durée du Contrat : Période de probation d'une année, suivi d'un contrat pouvant aller jusqu'à trois ans.

Date probable de début : Février 2026

Contexte :

Le Fonds monétaire international (FMI) conseille ses États membres, dont l'Union des Comores, encourage des politiques visant à assurer leur stabilité économique, à réduire la vulnérabilité aux crises économiques et financières, et à améliorer les niveaux de vie.

Le FMI cherche pour le bureau de sa Représentation résidente à Moroni, un/une assistant(e) administratif(administrative), qui sera en charge de toutes les tâches relatives au poste comme décrites ci-après :

Fonctions et responsabilités :

Sous la supervision de la Représentante résidente, l'assistant(e) administratif(administrative) assure l'exécution de toutes les activités de l'administration en lien avec le poste de secrétaire.

-La gestion de la réception, de l'enregistrement des appels, des lettres et de tous les

messages et correspondances.

-La maintenance d'un journal des tâches hebdomadaires.

-La gestion logistique du bureau et certains aspects de la résidence du représentant, y compris l'arrangement de diverses tâches comme la maintenance des ventilateurs ou réparation des machines avec une programmation régulière.

-L'organisation et la soumission du budget de la mission résidente y compris l'arrangement des paiements pour diverses dépenses en temps opportun.

-La gestion administrative des missions du FMI comme l'arrangement de l'hôtel pour les membres de la mission.

Tâches Principales :

- Accueillir les visiteurs et les orienter vers leurs interlocuteurs ;
- Gérer et orienter les appels téléphoniques et les messages entrants et sortants

- Tenir à jour le répertoire des partenaires.

- Organiser et gérer des rendez-vous et contacts du bureau

- Recevoir, enregistrer et distribuer les courriers arrivés et départs ;

- Rédiger, saisir, mettre en forme et suivre les correspondances administratives

- Assurer la gestion et la distribution au personnel du matériel et fournitures de bureau et mettre à jour les registres prévus à cet effet ;

- Tenir à jour l'agenda des réunions, des rencontres et missions, et autres rencontres officielles ;

- Réceptionner et contrôler la qualité des biens commandés conformément aux spécifications prédéfinies.

- Préparer les documents et assurer le suivi des congés et permissions d'absence ;

- Réserver les hôtels, vols, restaurants, pour les experts des services du FMI en mission aux Comores ;

- Classer et archiver la documentation de tout type ;

- Mettre à jour les informations pertinentes ;

- Collecter la documentation de façon proactive ;

- Exécuter toute autre tâche à la demande du Représentant résident dans la limite des responsabilités et tâches qui lui sont dévolues.

- Au niveau comptable et budgétaire, l'assistance exécute:

• La saisie des pièces comptables liées à la gestion du bureau (clients, fournisseurs, trésorerie),

• Le classement des pièces,

• La préparation des écritures d'inventaires,

• La relance des factures fournisseurs et des impayés,

• La remontée des litiges.

- Au niveau social et de la trésorerie, elle assure :

• L'établissement des fiches de paie,

• La correspondance avec les instances publiques et privées,

- La préparation des paiements,
- Les rapprochements bancaires

Compétences et qualifications requises :

- Être titulaire d'un BTS en Secrétariat de Direction au minimum ou posséder une expérience avérée dans le domaine ou tout autre diplôme équivalent ;

- Avoir au moins 5 ans d'expérience pertinente. Une expérience au sein d'une ONG internationale ou dans l'administration publique serait un atout.

- Avoir une connaissance des outils informatiques (logiciels de bureautique et de comptabilité), notamment une parfaite connaissance de Windows et de ses différentes applications ainsi que de l'Internet ;

- Posséder un esprit vif et rigoureux et être capable d'effectuer un travail méthodique, rigoureux, méticuleux, soigné, organisé et polyvalent ;

- Avoir une excellente maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit ;

- Posséder d'excellentes compétences en communication orale et écrite ;

- Posséder une expérience en comptabilité et finances serait un atout ;

- Être capable de travailler sous pression ;

- Être très organisé et posséder un sens élevé de responsabilité et de relations publiques ;

- Pouvoir gérer convenablement une petite caisse de menues dépenses.

- Être honnête et intègre ;

- Avoir un esprit d'équipe.

Composition du dossier de candidature :

Pour ce poste, la composition du dossier se présente comme suit :

- Une lettre de motivation,

- Un Curriculum Vitae détaillé à jour, signé et comportant deux (2) références professionnelles à contacter au besoin.

- Une copie légalisée du BTS ou de tout autre diplôme pertinent.

- Pièces d'identité (passeport et/ou carte nationale d'identité)

Les dossiers de candidature sont à envoyer au bureau de la Représentation résidente du FMI avant **le 11 février** par mail à l'adresse **RR-COM@imf.org**.

Veuillez mentionner vos numéros de contacts et adresse du mail électronique sur le CV ou la lettre de motivation. Seules les candidat(e)s présélectionné(e)s pour subir un entretien seront contactées. Les dossiers de candidature déposés à la Représentation résidente ne seront pas retournés.

Les candidat(e)s doivent être de nationalité ou résidents du lieu d'affectation, ou être en mesure d'obtenir de manière indépendante un permis de travail valide avant le début de leur emploi au sein du Fonds. Une preuve de nationalité, de résidence et/ou d'autorisation de travail sera exigée avant toute prise de fonction. Le FMI ne parrainera pas et n'apportera aucune assistance pour l'obtention de permis de travail.

Le FMI est guidé par le principe selon lequel l'emploi, la classification, la promotion et l'affectation du personnel doivent s'effectuer sans discrimination à l'égard de quiconque. Nous accueillons favorablement les demandes d'aménagement raisonnable liées à un handicap durant le processus de sélection. Les informations sur la procédure à suivre pour formuler une telle demande seront communiquées au cours du processus de candidature